

ROYAUME DE BELGIQUE.KONINKRIJK BELGIE.AVIS DU CONSEIL D'ETAT.ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 19 août 1964; d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant modification des dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, coordonnées le 3 avril 1953", a donné le 25 septembre 1964 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 19e augustus 1964 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wetsbepalingen inzake de slijterijen van gegiste dranken, gecoördineerd op 3 april 1953", heeft de 25e september 1964 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

Il est de règle que lorsqu'un texte modifie plusieurs articles d'un même texte de loi, il y a lieu de consacrer un article distinct à chaque article à modifier.

Une nouvelle présentation du projet est donnée à la fin de cet avis.

Il faut, en principe, éviter que de nombreuses dispositions figurent dans un même article, même si ces dispositions ont un rapport direct entre elles; mieux vaut les scinder en des articles distincts.

Une division des articles trop longs du projet n'est cependant pas proposée, à cause de la multiplicité des références internes auxquelles il faudrait apporter des modifications. Lors d'une prochaine coordination, la division des articles trop longs pourra être réalisée.

+

+ +

EXAMEN DU TEXTE.Intitulé.

Dans la version française, les mots "portant modification des" doivent être remplacés par les mots "modifiant les".

.../...

Article 1er du projet.

Dans la version néerlandaise de la dernière phrase de l'article 1er, 1°, des lois coordonnées, repris dans l'article 1er du projet, il y a lieu de remplacer les mots "dit verbod wordt opgeheven" par les mots "dit verval wordt opgeheven".

La loi du 21 août 1948 a mis fin aux attributions du collège des bourgmestre et échevins relatives aux maisons de débauche et aux établissements de prostitution. La référence aux décisions du collège, que l'article 1er du projet introduit dans l'article 1er, 8°, des lois coordonnées, s'explique par le fait que la déchéance prévue par cette disposition s'applique aux personnes qui ont tenu dans le passé de tels établissements. Afin de faire apparaître que ces décisions sont celles qui furent prises avant l'entrée en vigueur de la loi du 21 août 1948 (publiée au Moniteur belge des 13/14 septembre 1948), soit avant le 24 septembre 1948, il serait préférable de rédiger le texte comme suit :

"8° ceux qui tiennent ou ont tenu une maison de débauche ou un établissement de prostitution clandestine; la déchéance est encourue dès que le fait de tenir une telle maison ou un tel établissement est établi par une décision judiciaire ou par une décision du collège des bourgmestre et échevins prise avant le 24 septembre 1948;"

+

Le fonctionnaire délégué ayant marqué son accord pour que la prohibition prévue par l'article 1er, 10°, s'étende à tous incapables, cette disposition pourrait être rédigée comme suit :

"10° les incapables et les mineurs émancipés qui n'ont pas été dûment autorisés à faire le commerce".

Il y a lieu d'observer que la notion de déchéance reprise à l'article 2 des lois coordonnées implique la perte d'un droit dont la personne visée était antérieurement titulaire. Cette notion ne s'applique pas à toutes les hypothèses visées à l'article 1er des lois coordonnées qui, en visant notamment les mineurs, énonce une interdiction et non une déchéance. En conséquence, il conviendrait de ne pas utiliser d'une manière générale les mots "déchéance" ou "personne déchue". En conséquence, les mots "de déchéance" doivent être omis aux 1° et 2° du § 1er de cet article.

Au 1° du même paragraphe, il y aurait lieu de préciser le sens du mot "préposé". Etant donné la référence faite par cette disposition au 10° de l'article 1er, celle-ci pourrait être interprétée comme interdisant l'emploi de mineurs au titre de préposé par exemple en qualité de garçon de café.

Au § 2, il y aurait lieu d'écrire "Aussi longtemps que des personnes participent à ...".

+

A l'article 2, § 1er, 1°, repris à l'article 1er du projet, les mots "dans le sens des" devraient être remplacés par les mots "au sens des".

x +

.../...

La plupart des prohibitions prévues aux articles 1er et 2 des lois coordonnées sont inapplicables aux personnes morales; l'article 3 de ces mêmes lois, tel qu'il est modifié par le projet, serait, dès lors, mieux rédigé comme suit :

"Les personnes morales ne peuvent être débitant de boissons fermentées à consommer sur place au sens des présentes lois coordonnées, ni participer à l'exploitation d'un débit de ces boissons :

- 1° lorsqu'elles se trouvent dans un des cas prévus à l'article 1er, 1° et 9°;
- 2° lorsqu'un de leurs organes ou de leurs représentants se trouvant dans l'un des cas prévus ...".

Article 2 du projet, article 6 des lois coordonnées.

Le mot "buvette" paraît inadéquat ; il désigne un endroit où les consommateurs sont admis, non seulement pour y boire, mais parfois aussi pour y manger.

Il est suggéré de rédiger cet article comme suit :

"Cette disposition ne s'applique pas aux échoppes installées en plein air et dans lesquelles les consommateurs ne peuvent pénétrer".

De même, dans le texte néerlandais, "drankzalen in de open lucht" pourrait être remplacé par le terme plus exact "kramen in de open lucht".

Article 3 du projet, article 9 des lois coordonnées.

- a) Au § 1er, les mots "sous réserve des stipulations de l'article 15" pourraient être remplacés par les mots "Sans préjudice à l'article 15".
- b) Au § 2, il y aurait lieu d'écrire : "même s'il est situé en plein air".
- c) Au § 3, l'alinéa 2 pourrait être corrigé comme suit : "La taxe fixée au 2° ... Elle est due en entier pour chaque journée commencée".

Article 5 du projet, article 17 des lois coordonnées.

- a) Au § 1er, alinéa 2, il s'indiquerait de reprendre le texte auquel il est fait référence et d'écrire : "Sont considérés comme endroits accessibles au public, les locaux où les membres d'une association ou d'un groupement se réunissent, uniquement ou principalement, en vue de consommer des boissons spiritueuses ou fermentées ou de se livrer à des jeux de hasard".
- b) Au § 2 du même article 17, les termes "fritures, cafétérias, snackbars" sont des belgicisms ou des emprunts à des langues étrangères.

Le texte serait mieux rédigé comme suit :

"1° les hôtels, les maisons de pension, les restaurants et autres établissements analogues ...".

Au 5° du même paragraphe, les mots "à personnel nombreux", par lesquels le projet qualifie les établissements dont les cantines et restaurants sont exonérés de la taxe, manquent de précision.

Il résulte des renseignements donnés par le fonctionnaire délégué que l'intention du Gouvernement n'est pas de réserver l'exonération de la taxe aux établissements comportant un personnel d'une certaine importance. Le fonctionnaire délégué a marqué son accord sur la suppression de ces termes.

La disposition réserve l'**exonération** de la taxe à la condition que les cantines et restaurants visés ne soient accessibles qu'aux seuls membres du personnel. Ce texte, tel qu'il est rédigé, ne couvre pas le cas des cantines et les mess destinés aux élèves des établissements d'enseignement puisqu'ils ne sont pas membres du personnel.

Au 7° du même paragraphe, le fonctionnaire délégué a marqué son accord sur la suppression des mots "créés par ~~es~~ instances officielles".

Outre l'imprécision des termes employés, il est apparu illogique de restreindre l'exonération de la taxe homes créés par les pouvoirs publics alors que cette

condition n'était pas requise pour les cercles privés, les maisons de pension, les auberges de jeunesse et les maisons de jeunes.

d) Au § 2, alinéa 2, il y aurait lieu d'écrire :

"On entend par repas, pour l'application du 1°, les plats chauds ou froids, les sandwiches, petits pains et tartines, à l'exclusion des pâtisseries, des biscuits et des morceaux de fromage ou de charcuterie servis éventuellement avec des boissons fermentées".

La version néerlandaise diffère de la version française en ce que cette dernière parle d'"articles de pâtisserie ou de biscuiterie" alors que dans la version néerlandaise il est question de "gebak, koekjes of biscuits"; l'équivalent du mot "pistolets" de la version française n'est pas repris dans la version néerlandaise.

Article 5 du projet, article 18 des lois coordonnées.

Le § 1er, alinéa 2, devrait être corrigé et pourrait l'être de la façon suivante :

"Sont soumis à la taxe fixée pour les débits ambulants, les appareils à sous qui distribuent automatiquement des boissons fermentées ...".

Article 5 du projet, article 19 des lois coordonnées.

A l'alinéa 2, il y aurait lieu d'écrire :

"On entend par débit existant, le débit régulièrement déclaré ...".

Article 5 du projet, article 20 des lois coordonnées.

- a) Au § 1er, 4°, il y aurait lieu de supprimer les mots "ci-après".
- b) Au § 1er, 4°, a,b et c, il y a lieu d'écrire "article 19, alinéa 2".

Article 5 du projet, article 21 des lois coordonnées.

A l'article 21, § 2 des lois coordonnées, les mots "dont il rémunère les services d'une manière quelconque" ont pour effet d'écarter l'hypothèse de tout préposé non rémunéré, par exemple un fils agissant sous les ordres et le contrôle de son père .

Article 5 du projet, article 22 des lois coordonnées.

- a) Au § 1er, alinéa 2, les mots "visées sub 1°" pourraient être remplacés par "mentionnées au 1°".
- b) Les mots "associations ou communautés de fait à but lucratif" , qu'emploie le projet, correspondent aux mots "associations de fait à buts commerciaux" de l'exposé des motifs; les termes employés manquent de précision. L'idée d'"association" est fréquemment liée en droit privé à une absence de but lucratif; il vaudrait mieux dire : "... ni les sociétés commerciales, ni les sociétés de fait à but lucratif".

Article 5 du projet, article 23 des lois coordonnées.

a) Au § 1er, alinéa 1er, il conviendrait d'écrire :
"le nouveau débitant est tenu de remettre ...".

b) L'alinéa 2 du § 1er pourrait être rédigé comme suit :

"Cette déclaration est accompagnée d'un plan - daté et signé par le déclarant - des locaux devant servir de débit , et, selon le cas :

1° d'un certificat d'hygiène délivré par l'administration communale compétente, qui atteste que le débit réunit les conditions fixées par les articles 5 et 6;

2° d'un certificat de moralité délivré par la même administration qui atteste que le débitant ... article 1er, 2° à 9°".

c) L'alinéa 3 du § 1er pourrait être rédigé comme suit :

"Le plan et le certificat d'hygiène ne sont pas requis s'il s'agit d'un débit ambulant ou d'un débit occasionnel".

+

Le § 2 de l'article 23, tel qu'il est rédigé, pourrait créer un doute quant au point de savoir si le débitant, qui a la qualité de commettant au sens des articles 21 ou 22, doit produire le certificat d'hygiène prévu au § 1er, 1°.

Le texte serait, dès lors, mieux rédigé comme suit :

.../...

"§ 2. Si le débitant est commettant au sens de l'article 21 ou 22, la déclaration doit indiquer , outre les mentions prévues au § 1er, les nom et prénoms du gérant ou du préposé. Elle doit être accompagnée des documents prévus au § 1er, le certificat prévu au 2° dudit paragraphe étant remplacé par :

1° un certificat attestant ...

2° un certificat portant ... ".

+

L'obligation de produire le certificat visé au § 2, 1°, de l'article 23 ne paraît pas devoir s'appliquer au cas prévu par le § 3, 1°, du même article; il en est de même quant au certificat visé au § 1er, 2°, dans le cas prévu par le § 3, 2°.

Le texte pourrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"§ 3. Si le débitant est une personne morale :

- a. en cas d'exploitation sans l'intervention d'un gérant ou d'un préposé, le certificat prévu au § 1er, 2°, est à produire au nom ...
- b. en cas d'exploitation par l'intermédiaire d'un gérant ou d'un préposé, le certificat prévu au § 2, 1°, est à produire au nom de l'organe ... ".

+

.../...

Le § 4, tel qu'il est rédigé, semble prévoir l'obligation d'un certificat de moralité pour une personne morale.

Le texte serait mieux rédigé comme suit :

"§ 4. Si le débiteur est une société de fait, la déclaration prévue au § 1er doit indiquer, en outre, les noms et prénoms des personnes physiques et la dénomination sociale des personnes morales faisant partie de cette société. Les certificats de moralité sont à produire par chacune de ces personnes conformément aux §§ 1er à 3".

+

La disposition du § 5 apparaît comme étant dépourvue de portée juridique; elle devrait être supprimée.

+

Au § 6, il ne paraît pas concevable qu'une personne morale puisse avoir la qualité de "préposé". Les mots "ou comme préposé" devraient être supprimés.

+

Article 7 du projet, article 26 des lois coordonnées.

Le mot "uniformément" devrait être remplacé par "forfaitairement" au § 2. La même remarque vaut pour l'article 27, §§ 2 et 3.

+

.../...

Au § 3, alinéa 2, il y aurait lieu de remplacer les mots "visé sub 1°" par les mots "visé par le 1°".

La même remarque doit être faite à l'alinéa 3 du même paragraphe et à l'article 27, § 4, 2°.

Au § 4, il y aurait lieu d'écrire à la fin de l'alinéa 1er : "au sens de" au lieu de "dans le sens de", et de supprimer, à l'alinéa 2, les mots "aux règles indiquées".

Article 8 du projet, article 27 des lois coordonnées.

Afin de conserver une terminologie adéquate, il y aurait lieu de remplacer à l'article 27, § 4, et à l'article 30 le terme "contribuable" par le terme "redevable", qui est déjà utilisé dans les lois coordonnées pour désigner le débiteur de la taxe. Dans le même article 27, § 4, les termes "mutatis mutandis" sont inutiles et devraient être supprimés.

Par ailleurs, il semble préférable d'énumérer les différents articles applicables.

Le texte pourrait être rédigé comme suit :

"§ 4. Sous les réserves ci-après, les dispositions des articles 1er, 7°, 2, 3, 9 à 14, 16, 18 à 21 et 23 à 25 sont applicables aux redevables de la taxe prévue par le présent article :

1° ...

2° ...".

+

Article 10 du projet, article 33 des lois coordonnées.

Dans la version néerlandaise de cet article, il y aurait lieu de remplacer le mot "belastingplichtige" par "belastingschuldige".

Article 12 du projet, article 35 des lois coordonnées.

L'article 12 du projet modifie profondément le régime des pénalités.

a) A l'article 35 actuel, qui cite expressément les articles des lois coordonnées dont l'infraction est réprimée, le projet substitue une disposition générale prévoyant qu'est puni d'amende "tout acte, omission ou manoeuvre ayant pour résultat possible ou pour but d'éluder totalement ou partiellement les taxes fixées par les présentes lois coordonnées".

Suivant les déclarations faites au Conseil d'Etat par le fonctionnaire délégué, l'intention du Gouvernement serait de prévoir par cette disposition la répression de tout acte, même non intentionnel, qui aurait pour effet d'empêcher la perception de la taxe.

Il résulte notamment du § 3 de l'article 35 projeté que les dispositions prévues ont un caractère pénal.

Le texte de l'article 35, § 1er, en érigeant en infraction des actes, omissions ou manoeuvres en l'absence de tout élément intentionnel, déroge aux principes généraux du droit pénal. Il y a lieu toutefois d'observer que des dérogations analogues existent déjà en matière d'accise. C'est ainsi que l'article 6 de la loi du 31 décembre 1947 relative au régime fiscal du tabac dispose :

.../...

"Article 6, § 1er. Sans préjudice à l'application du § 5 ci-après, tout acte ayant pour résultat ou toutes manoeuvres ayant pour but de soustraire les produits imposables à l'application du droit d'accise ... sont punis d'une amende égale à ... ".

L'adjonction de l'adjectif "possible" au mot "résultat" rend la disposition imprécise. Enfin, le mot "éluder" est un verbe actif signifiant "éviter en échappant", qui suppose un élément volontaire.

b) Le § 3 de l'article 35 serait mieux rédigé comme suit :

"En cas de récidive, l'amende prévue au § 1er est portée au double et le contrevenant sera puni en outre d'un emprisonnement de huit jours à un mois.

... ".

+

+ +

L'article 41 des lois coordonnées fait référence à l'article 9 de la loi du 31 mai 1888, lequel est abrogé par la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, dont l'article 20, § 2, énonce :

"La condamnation avec sursis est applicable à toutes les peines qui, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, ne pouvaient, en vertu de lois particulières, être prononcées avec sursis, à l'exception des peines visées par ... (l'article) 41 des dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, coordonnées le 3 avril 1953.

.../...

La suspension du prononcé de la condamnation est également applicable, réserve faite des exceptions mentionnées ci-dessus ... ".

Il est suggéré en conséquence de remplacer cet article 41 par le texte suivant :

"Article 41.-

La condamnation avec sursis et la suspension du prononcé de la condamnation, établies par la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, ne sont pas applicables aux peines prévues par les présentes lois coordonnées, à l'exception de l'emprisonnement principal".

+

L'article 49 actuel des lois coordonnées dispose :

"Par modification à l'article 16 de la loi du 4 juillet 1930, les dispositions du titre III des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus cessent d'être applicables à la taxe d'ouverture des débits de boissons.

Les taxes dues pour les exercices antérieurs à 1952 ... ".

L'article 16 de la loi du 4 juillet 1930 était devenu l'article 79 des lois relatives aux impôts sur les revenus, coordonnées le 15 janvier 1948.

Cet article 79, modifié par l'article 69 de la loi du 20 novembre 1962, est devenu l'article 211 du Code des impôts sur les revenus, rédigé comme suit :

.../...

"Les dispositions du titre VII du présent Code sont applicables aux taxes spéciales assimilées aux impôts sur les revenus, sauf stipulation contraire des lois réglant la perception de ces taxes".

En conséquence, le Conseil d'Etat suggère de remplacer l'article 49 par la disposition suivante :

"Article 49. Les dispositions du titre VII du Code des impôts sur les revenus ne sont pas applicables aux taxes établies par les présentes lois coordonnées".

Les articles 50, 51 et 52 des lois coordonnées constituent des dispositions transitoires devenues sans objet; ils devraient être abrogés.

L'article 15 du projet devrait être complété en ce sens.

+
+ +

PRESENTATION PROPOSEE DU DISPOSITIF DU PROJET.

Article 1er.-

L'article 1er des dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, coordonnées le 3 avril 1953, est remplacé par la disposition suivante :
"Article 1er. ... (article 1er du projet) ...".

Article 2.-

L'article 2 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 2. ... (article 1er du projet) ...". .../...

Article 3.-

L'article 3 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 3. ... (article 1er du projet) ... ".

Article 4.-

L'article 6 des mêmes lois coordonnées est complété par la disposition suivante :

"Cette disposition ... (article 2 du projet)...".

Article 5.-

L'article 9 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 9. ... (article 3 du projet) ... ".

Article 6.-

L'article 11, alinéa 2, des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"La valeur locative ... (article 4 du projet)...".

Article 7.-

L'article 15 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 15. ... (article 5 du projet) ... ".

.../...

Article 8.-

L'article 16 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 16. ... (article 5 du projet) ... ".

Article 9.-

L'article 17 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 17. ... (article 5 du projet) ... ".

Article 10.-

L'article 18 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 18. ... (article 5 du projet) ... ".

Article 11.-

L'article 19 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 19. ... (article 5 du projet) ... ".

Article 12.-

L'article 20 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 20. ... (article 5 du projet) ... ".

Article 13.-

L'article 21 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 21. ... (article 5 du projet) ... ".

Article 14.-

L'article 22 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 22. ... (article 5 du projet) ... ".

Article 15.-

L'article 23 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 23. ... (article 5 du projet) ... ".

Article 16.-

L'article 24 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 24. ... (article 5 du projet) ... ".

Article 17.-

L'article 25 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 25. ... (article 5 du projet) ... ".

Article 18.-

Un article 25bis, rédigé comme suit, est inséré dans les mêmes lois coordonnées :

"Article 25bis.... (article 6 du projet) ... ".

Article 19.-

Un article 25ter, rédigé comme suit, est inséré dans les mêmes lois coordonnées :

"Article 25ter. ... (article 6 du projet) ... ".

..../...

Article 20.-

L'article 26 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 26. ... (article 7 du projet) ... ".

Article 21.-

L'article 27 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 27. ... (article 8 du projet) ... ".

Article 22.-

L'article 30 des mêmes lois coordonnées est complété par la disposition suivante :

"Toutefois ... (article 9 du projet) ... ".

Article 23.-

L'article 33 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 33. ... (article 10 du projet) ... ".

Article 24.-

Dans l'article 34 des mêmes lois coordonnées, les §§ 3, 4 et 5 sont remplacés respectivement par les dispositions suivantes : "... (article 11 du projet) ... ".

Article 25.-

L'article 35 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 35. ... (article 12 du projet) ... ".

.../...

Article 26.-

L'article 36 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 36. ... (article 12 du projet) ... ".

Article 27.-

L'article 37 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 37. ... (article 12 du projet) ... ".

Article 28.-

L'article 41 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 41. ... (texte proposé ci-dessus) ... ".

Article 29.-

L'article 46 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 46. ... (article 13 du projet) ... ".

Article 30.-

Un article 47bis, rédigé comme suit, est inséré dans les mêmes lois coordonnées :

"Article 47bis. ... (article 14 du projet) ... ".

.../...

Article 31.-

L'article 49 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 49. ... (texte proposé ci-dessus) . . ".

Article 32.-

Sont abrogés :

1° les articles 38, 39, 44, 50, 51 et 52 des mêmes lois coordonnées;

2° ... (article 15, 2°, du projet) ...

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Als een tekst verscheidene artikelen van eenzelfde wet wijzigt, wil de regel dat aan ieder te wijzigen artikel een afzonderlijk artikel wordt gewijd.

Aan het eind van dit advies wordt voor het ontwerp een nieuwe inrichting voorgesteld.

In beginsel moet worden vermeden, dat een artikel te veel bepalingen bevat, zelfs als ze rechtstreeks met elkaar verband houden ; beter is het, ze over verscheidene artikelen te spreiden.

Toch wordt niet voorgesteld de te lange artikelen van het ontwerp te splitsen, omdat dan al te veel interne verwijzingen veranderd zouden moeten worden. Bij de eerstvolgende coördinatie kan daartoe worden overgegaan.

+

+ +

ONDERZOEK VAN DE TEKST.Opschrift.

In de Franse versie moeten de woorden "portant modification des" worden vervangen door "modifiant les".

.../...

Artikel 1 van het ontwerp.

In de Nederlandse versie van artikel 1, 1°, laatste volzin, van de gecoördineerde wetten, opgenomen in artikel 1 van het ontwerp, vervange men de woorden "dit verbod wordt opgeheven" door "dit verval wordt opgeheven".

De wet van 21 augustus 1948 heeft een eind gemaakt aan de bevoegdheid van het college van burgemeester en schepenen in verband met huizen van ontucht en inrichtingen **voor prostitutie**. De verwijzing naar de beslissingen van het college, die nu door artikel 1 van het ontwerp wordt ingevoegd in artikel 1, 8°, van de gecoördineerde wetten, is hierdoor te verklaren, dat het in die bepaling bedoelde verval toepassing vindt op hen die in het verleden zulke inrichtingen hebben gehouden. Om te doen uitkomen dat hier gedacht is aan de beslissingen die zijn genomen vóór de inwerkingtreding van de wet van 21 augustus 1948 (bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 13/14 september 1948), dus vóór 24 september 1948, ware het verkieslijk de tekst als volgt te lezen :

"8° zij die een huis van ontucht of een inrichting voor geheime prostitutie houden of hebben gehouden ; het verval wordt opgelopen zodra het houden van zulk een huis of inrichting vastgesteld is door een rechterlijke beslissing of door een vóór 24 september 1948 genomen beslissing van het college van burgemeester en schepenen;".

De gemachtigde ambtenaar heeft ermede ingestemd, dat het verbod van artikel 1, 10°, voor alle onbekwamen zou gelden ; die bepaling kan dan ook als volgt worden gelezen :

"10° onbekwamen en ontvoogde minderjarigen die niet naar behoren gemachtigd zijn handel te drijven".

Het begrip "verval" waarmee de Franse versie van artikel 2 van de gecoördineerde wetten werkt, impliceert het verlies van een recht dat de betrokkene voordien bezat. Niet in alle gevallen waar artikel 1 van de gecoördineerde wetten van spreekt, gaat het daarom. Waar het met name op minderjarigen slaat, bedoelt dat artikel een verbod, niet een verval. Daarom is het niet aangewezen, in 't algemeen te spreken van "déchéance" en "personne déchue". Onder § 1, 1° en 2°, van dat artikel 2 schrappe men dus in de Franse versie de woorden "de déchéance" en dan tevens in de Nederlandse versie de woorden "van ontzegging".

Onder 1° van dezelfde paragraaf zou de betekenis van het woord "aangestelde" moeten worden verduidelijkt. Deze bepaling verwijst naar 10° van artikel 1 en zou dus kunnen worden uitgelegd als een verbod om minderjarigen als aangestelde, bijvoorbeeld als kelner, te werk te stellen.

Paragraaf 2 leze men als volgt : "Zolang iemand in strijd met ... deelneemt, is de slijter zelf vervallen van het recht om die slijterij te houden".

+

In artikel 2, § 1, 1°, opgenomen in artikel 1 van het ontwerp, vervange men de woorden "in de betekenis van deze samengeordende wetten" door "in de zin van deze gecoördineerde wetten".

+

De meeste verbodsbepalingen van de artikelen 1 en 2 van de gecoördineerde wetten kunnen geen toepassing vinden op rechtspersonen ; artikel 3 van diezelfde wetten, zoals het door het ontwerp wordt gewijzigd, zou derhalve beter als volgt worden gelezen :

"Rechtspersonen mogen geen slijter van ter plaatse te verbruiken gegiste dranken in de zin van deze gecoördineerde wetten zijn, noch aan de exploitatie van een slijterij van zodanige dranken deelnemen :

1° wanneer zij zich bevinden in een van de gevallen bedoeld onder artikel 1, 1° en 9° ;

2° wanneer een van hun organen of van hun vertegenwoordigers die zich in een der onder artikel 1, 2° tot 10°, bedoelde gevallen bevindt, belast is met het vervullen van de in deze gecoördineerde wetten opgelegde wettelijke verplichtingen of op enige wijze bij de exploitatie van een slijterij van ter plaatse te verbruiken gegiste dranken betrokken is".

Artikel 2 van het ontwerp, artikel 6 van de gecoördineerde wetten.

Een juistere term dan "drankzalen in de open lucht" is "kramen in de open lucht".

Het Franse "buvette" lijkt niet dienstig ; het wijst op een plaats waar de verbruikers niet alleen te drinken maar vaak te eten kunnen krijgen.

.../...

Voorgesteld wordt, het artikel als volgt te lezen :

"Deze bepaling geldt niet voor kramen in de open lucht, welke de verbruikers niet mogen betreden".

Artikel 3 van het ontwerp, artikel 9 van de gecoördineerde wetten.

a) In § 1 kunnen de woorden "Behoudens het bepaalde in artikel 15" worden vervangen door "Onverminderd artikel 15".

b) In § 2 leze men: "zelfs in de open lucht".

c) In § 3 kan het tweede lid als volgt worden verbeterd :

"De onder 2° bepaalde belasting ... Zij is geheel verschuldigd voor iederé begonnen dag".

Artikel 5 van het ontwerp, artikel 17 van de gecoördineerde wetten.

a) In § 1, tweede lid, zou de tekst waarnaar wordt verwezen, moeten worden overgenomen, als volgt : "Als voor het publiek toegankelijke plaatsen worden beschouwd, de lokalen waar de leden van een vereniging of groepering, uitsluitend of hoofdzakelijk, bijeenkomen om sterke of gegiste dranken te gebruiken of om aan hazardspel te doen".

b) In § 2 van hetzelfde artikel 17 ware het verkieslijk de woorden "fritures, cafetaria's, snackbars" te schrappen en de tekst als volgt te lezen :

"1° hotels, kosthuizen, restaurants en andere soortgelijke inrichtingen ...".

Onder 5° van dezelfde paragraaf zijn de woorden "met talrijk personeel", waarmee het ontwerp de inrichtingen kwalificeert waarvan de kantines en refters van de belasting zijn vrijgesteld, niet duidelijk genoeg.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, ligt het niet in de bedoeling van de Regering alleen de inrichtingen met een vrij talrijk personeel van de belasting te ontslaan. De gemachtigde ambtenaar heeft ermede ingestemd dat die woorden worden geschrapt.

Vrijstelling van de belasting wordt krachtens deze bepaling slechts verleend voor zover bewuste kantines en refters alleen voor het personeel toegankelijk zijn. Zoals de tekst is gesteld, dekt hij niet het geval van de kantines en refters voor leerlingen van onderwijsinrichtingen, want die behoren niet tot het personeel.

De gemachtigde ambtenaar heeft ermede ingestemd, dat de woorden "opgericht door officiële organismen en" onder 7° van dezelfde paragraaf worden geschrapt.

Behalve dat de termen vaag zijn, is het ook onlogisch gebleken alleen de homes die door de overheid zijn ingericht, van de belasting vrij te stellen, terwijl hetzelfde niet geëist wordt voor private kringen, kosthuizen, jeugdherbergen en jeugdehuizen.

d) In § 2, tweede lid, zou moeten worden gelezen :

"Voor de toepassing van 1° worden onder maaltijd verstaan, warme of koude schotels, al dan niet belegde broodjes en boterhammen, met uitsluiting van gebak, koekjes en stukjes kaas of vleeswaren die eventueel met gegiste dranken worden opgediend".

De Franse versie verschilt van de Nederlandse. Deze vernoemt "gebak, koekjes of biscuits", terwijl de eerste zegt : "articles de pâtisserie ou de biscuiterie". De "pistolets" uit de Franse tekst worden in de Nederlandse niet vermeld.

Artikel 5 van het ontwerp, artikel 18 van de gecoördineerde wetten.

Paragraaf 1, tweede lid, zou als volgt kunnen worden verbeterd :

"De voor reizende slijterijen bepaalde belasting wordt geheven op automaten voor gegiste dranken, tenzij...".

Artikel 5 van het ontwerp, artikel 19 van de gecoördineerde wetten.

In het tweede lid leze men :

"Onder bestaande slijterij wordt verstaan een regelmatig aangegeven slijterij ...".

Artikel 5 van het ontwerp, artikel 20 van de gecoördineerde wetten.

- a) In § 1, 4°, schrappo men het woord "hierna".
- b) In § 1, 4°, a, b en c, leze men : "artikel 19, tweede lid".

Artikel 5 van het ontwerp, artikel 21 van de gecoördineerde wetten.

In artikel 21, § 2, van de gecoördineerde wetten sluiten de woorden "wiens diensten hij op enigerlei wijze bezoldigt" het geval uit van iedere onbezoldigde aange-stelde, bijvoorbeeld een zoon die onder het gezag en het toezicht van zijn vader handelt.

Artikel 5 van het ontwerp, artikel 22 van de gecoördineerde wetten.

- a) In § 1, tweede lid, kunnen de woorden "met de sub 1° bedoelde kringen ... zijn niet bedoeld" worden vervangen door "tot de onder 1° vermelde kringen ... be-horen niet".
- b) Aan de in het ontwerp gebruikte woorden "feite-lijke verenigingen of gemeenschappen met winstoogmerk" beantwoorden in de memorie van toelichting de woorden "andere handelsverenigingen" ; het mangelt die termen aan duidelijkheid. De idee "vereniging" is in het privaatrech vaak gekoppeld aan het ontbreken van winstoogmerk; beter kan worden gezegd : "de handelsvennootschappen en de feitelijke vennootschappen met winstoogmerk".

Artikel 5 van het ontwerp, artikel 23 van de gecoördineerde wetten.

a) In § 1, eerste lid, leze men : "... moet de nieuwe slijter ... een aangifte indienen ...".

b) Het tweede lid van § 1 kan als volgt worden gelezen :

"Bij die aangifte wordt een door de aangever gedagtekend en ondertekend plan van de tot slijterij dienende lokalen gevoegd, en, naar gelang van het geval :

1° een door het bevoegde gemeentebestuur afgegeven **hygiëneattest**, waaruit blijkt dat de slijterij aan de voorwaarden van de artikelen 5 en 6 voldoet ;

2° een door hetzelfde bestuur afgegeven moraliteitsattest, waaruit blijkt dat de slijter ... artikel 1, 2° tot 9°".

c) **Het** derde lid van § 1 kan als volgt worden gelezen :

"Het plan en het **hygiëneattest** zijn niet vereist voor reizende en gelegenheidsslijterijen".

+

.../...

Paragraaf 2 van artikel 23 is zo geredigeerd, dat het niet geheel duidelijk is of de slijter die lastgever is in de zin van de artikelen 21 of 22, het in § 1, 1°, voorgeschreven hygiëneattest moet overleggen.

De tekst kan derhalve beter als volgt worden gelezen :

"§ 2. Is de slijter lastgever in de zin van artikel 21 of van artikel 22, dan moet de aangifte, behalve de in § 1 bepaalde gegevens, ook de naam en voornamen van de zaakvoerder of van de aangestelde vermelden. Daarbij moeten de in § 1 voorgeschreven documenten worden gevoegd, maar het attest voorgeschreven onder 2° van genoemde paragraaf wordt vervangen door :

1° een attest waaruit blijkt ...

2° een attest als bedoeld in ...".

+

De verplichting om het in artikel 23, § 2, 1°, bedoelde attest over te leggen, lijkt geen toepassing te moeten vinden op het geval van § 3, 1°, van hetzelfde artikel; hetzelfde geldt voor het in § 1, 2°, bedoelde attest, in het geval van § 3, 2°.

De tekst kan derhalve als volgt worden gelezen :

.../...

"§ 3. Als de slijter een rechtspersoon is, moet:

- a. ingeval de slijterij wordt gehouden zonder bemiddeling van een zaakvoerder of aangestelde, het in § 1, 2°, bedoelde attest worden overgelegd op naam van ...
- b. ingeval de slijterij wordt gehouden door bemiddeling van een zaakvoerder of een aangestelde, het in § 2, 1°, bedoelde attest worden overgelegd op naam van het orgaan ...".

+

Zoals § 4 in het ontwerp is gesteld, schijnt zij de verplichting te behelzen om een moraliteitsattest over te leggen voor rechtspersonen.

De tekst zou beter als volgt worden gelezen :

"§ 4. Wanneer een feitelijke vennootschap als slijter optreedt, vermeldt de in § 1 voorgeschreven aangifte bovendien de naam en voornamen van de natuurlijke personen en de firmanaam van de rechtspersonen die van bedoelde vennootschap deel uitmaken. De moraliteitsattesten worden door ieder van die personen overgelegd overeenkomstig de §§ 1 tot 3".

+

De bepaling van § 5 bevat klaarblijkelijk geen rechtsregel en moet derhalve vervallen.

+

.../...

Het lijkt niet denkbaar, dat een rechtspersoon een "aangestelde" zou zijn, zoals § 6 zegt. De woorden "of aangestelde" moeten dan ook vervallen.

+

Artikel 7 van het ontwerp, artikel 26 van de gecoördineerd wetten.

In § 2 zou het woord "eenvormig" moeten worden vervangen door "forfaitair". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 27, §§ 2 en 3.

+

In § 3, tweede lid, vervange men de woorden "sub 1°" door "onder 1°".

Eenzelfde opmerking geldt ook voor het derde lid van dezelfde paragraaf en voor artikel 27, § 4, 2°.

In § 4 leze men aan het slot van het eerste lid van de Franse versie : "au sens de" in plaats van "dans le sens de".

In het tweede lid vervange men de woorden "volgens de regels van" door het woord "overeenkomstig".

Artikel 8 van het ontwerp, artikel 27 van de gecoördineerde wetten.

Ten einde een passende terminologie te behouden, vervange men in artikel 27, § 4, en in artikel 30 het woord "belastingplichtige" door "belastingsschuldige", waarmede in het Wetboek der inkomstenbelastingen degene wordt aangewezen die de belasting verschuldigd is.

In hetzelfde artikel 27, § 4, zou het woord "overeenkomstige" als overbodig moeten vervallen.

Anderzijds lijkt het verkieslijk de onderscheiden toepasselijke artikelen te noemen.

De tekst kan als volgt worden gelezen :

"§ 4. Onder het hierna gemaakte voorbehoud zijn de artikelen 1, 7°, 2, 3, 9 tot 14, 16, 18 tot 21 en 23 tot 25 van toepassing op hen die de in dit artikel bedoelde belasting verschuldigd zijn :

1° ...

2° ...".

+

Artikel 10 van het ontwerp, artikel 33 van de gecoördineerde wetten.

Men vervange het woord "belastingplichtige" door "belastingsschuldige".

.../...

Artikel 12 van het ontwerp, artikel 35 van de gecoördineerde wetten.

Artikel 12 van het ontwerp brengt grondige wijzigingen aan in de strafregeling.

a) Het huidige artikel 35, dat de artikelen van de gecoördineerde wetten waarvan de overtreding wordt gestraft, uitdrukkelijk vernoemt, wordt vervangen door een algemene bepaling die zegt dat met geldboete wordt gestraft "elke handeling, verzuim of praktijk, die tot gevolg kan hebben of ten doel heeft de door deze samengeordende wetten bepaalde belastingen geheel of gedeeltelijk te ontduiken".

Naar de gemachtigde ambtenaar aan de Raad van State heeft verklaard, is de bedoeling van de Regering met deze bepaling, dat bestraft wordt iedere, zelfs niet opzettelijke handeling waardoor de heffing van de belasting mocht worden verhinderd.

Inzonderheid uit § 3 van het ontworpen artikel 35 blijkt, dat de vastgestelde bepalingen een strafrechtelijk karakter hebben.

Waar de tekst van artikel 35, § 1, handelingen, verzuimen of praktijken waarbij geen opzet aanwezig is, strafbaar stelt, wijkt het af van de algemene beginselen van het strafrecht. Toch moet er worden op gewezen, dat soortgelijke afwijkingen reeds bestaan inzake accijnzen. Zo bepaalt artikel 6 van de wet van 31 december 1947 betreffende het fiscaal regime van tabak :

.../...

"Artikel 6, § 1. Onverminderd de eventuele toepassing van onderstaande § 5, worden alle handelingen of praktijken die het onttrekken van de belastbare produkten aan de toepassing van de ... gevestigde accijns ten gevolge of ten doel hebben, gestraft met een geldboete gelijk aan ...".

Door toevoeging van het woord "kan" wordt de bepaling vager. "Ontduiken" ten slotte, dat betekent "zich aan iets weten te onttrekken", is een werkwoord dat een vrijwillig handelend subject onderstelt.

b) Paragraaf 3 van artikel 35 kan beter als volgt worden gelezen :

"In geval van herhaling, wordt de in § 1 bepaalde geldboete op het dubbele gebracht en wordt de overtreder bovendien gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot een maand.

De Minister van Financiën kan over die straffen geen dadingen treffen".

+

+ +

Artikel 41 van de gecoördineerde wetten verwijst naar artikel 9 van de wet van 31 mei 1888, dat is opgeheven door de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, waarvan artikel 20, § 2, bepaalt :

.../...

"De veroordeling met uitstel is van toepassing op al de straffen die, vóór de inwerkingtreding van deze wet, krachtens bijzondere wetten niet met uitstel mochten worden uitgesproken, ter uitzondering van de straffen bedoeld in ... (artikel) 41 van de wetsbepalingen inzake de slijterijen van gegiste dranken, gecoördineerd op 3 april 1953.

De opschorting van de veroordeling is, onder voorbehoud van de bovenvermelde uitzonderingen, eveneens van toepassing ...".

Derhalve wordt voorgesteld, genoemd artikel 41 door de volgende tekst te vervangen :

"Artikel 41.-

De veroordeling met uitstel en de opschorting van de veroordeling, ingevoerd bij de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, zijn niet van toepassing op de in deze gecoördineerde wetten bepaalde straffen, met uitzondering van de hoofd-gevangenisstraf".

+

Het huidige artikel 49 van de gecoördineerde wetten bepaalt :

"Bij wijziging van artikel 16 der wet van juli 1930 houdende bepalingen van titel III van de geordende wetten betreffende de inkomstenbelastingen van toepassing te zijn op de openingsbelasting voor drank-slijterijen.

De belastingen verschuldigd voor de dienstjaren welke 1952 voorafgaan ...".

Artikel 16 van de wet van 4 juli 1930 was artikel 79 geworden in de wetten betreffende de inkomstenbelastingen, gecoördineerd op 15 januari 1948.

Genoemd artikel 79, gewijzigd bij artikel 69 van de wet van 20 november 1962, is artikel 211 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen geworden, dat als volgt luidt :

"De bepalingen van titel VII van dit Wetboek zijn van toepassing op de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde bijzondere taksen, behoudens andersluidende bepaling van de wetten tot regeling der heffing van die taksen".

De Raad van State stelt dan ook voor, artikel 49 door de volgende bepaling te vervangen :

"Artikel 49. De bepalingen van titel VII van het Wetboek van de inkomstenbelastingen zijn niet van toepassing op de door deze gecoördineerde wetten ingevoerde taksen".

De artikelen 50, 51 en 52 van de gecoördineerde wetten zijn overbodig geworden overgangsbepalingen; zij zouden moeten worden opgeheven.

Artikel 15 van het ontwerp zou in die zin moeten worden aangevuld.

+

+ +

.../...

VOORGESTELDE INRICHTING VAN HET ONTWERP.Artikel 1.-

Artikel 1 van de wetsbepalingen inzake de slijterijen van gegiste dranken, gecoördineerd op 3 april 1953, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 1. ... (artikel 1 van het ontwerp) ...".

Artikel 2.-

Artikel 2 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 2. ... (artikel 1 van het ontwerp) ...".

Artikel 3.-

Artikel 3 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 3. ... (artikel 1 van het ontwerp) ...".

Artikel 4.-

Artikel 6 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Deze bepaling ... (artikel 2 van het ontwerp) ...".

.../...

Artikel 5.-

Artikel 9 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 9. ... (artikel 3 van het ontwerp) ...".

Artikel 6.-

Artikel 11, tweede lid, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De vermoedelijke huurwaarde ... (artikel 4 van het ontwerp) ...".

Artikel 7.-

Artikel 15 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 15. ... (artikel 5 van het ontwerp) ...".

Artikel 8.-

Artikel 16 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 16. ... (artikel 5 van het ontwerp) ...".

Artikel 9.-

Artikel 17 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 17. ... (artikel 5 van het ontwerp) ...".

Artikel 10.-

Artikel 18 van dezelfde gecoördineerde wetten
wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 18. ... (artikel 5 van het ontwerp) ...".

Artikel 11.-

Artikel 19 van dezelfde gecoördineerde wetten
wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 19. ... (artikel 5 van het ontwerp) ...".

Artikel 12.-

Artikel 20 van dezelfde gecoördineerde wetten
wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 20. ... (artikel 5 van het ontwerp) ...".

Artikel 13.-

Artikel 21 van dezelfde gecoördineerde wetten
wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 21. ... (artikel 5 van het ontwerp) ...".

Artikel 14.-

Artikel 22 van dezelfde gecoördineerde wetten
wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 22. ... (artikel 5 van het ontwerp) ...".

Artikel 15.-

Artikel 23 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 23. ... (artikel 5 van het ontwerp) ...".

Artikel 16.-

Artikel 24 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 24. ... (artikel 5 van het ontwerp) ...".

Artikel 17.-

Artikel 25 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 25. ... (artikel 5 van het ontwerp) ...".

Artikel 18.-

In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 25bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 25bis. ... (artikel 6 van het ontwerp) ...".

Artikel 19.-

In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 25ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 25ter. ... (artikel 6 van het ontwerp) ...".

.../...

Artikel 20.-

Artikel 26 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 26. ... (artikel 7 van het ontwerp) ...".

Artikel 21.-

Artikel 27 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 27. ... (artikel 8 van het ontwerp) ...".

Artikel 22.-

Artikel 30 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Nochtans ... (artikel 9 van het ontwerp) ...".

Artikel 23.-

Artikel 33 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 33. ... (artikel 10 van het ontwerp) ...".

Artikel 24.-

In artikel 34 van dezelfde gecoördineerde wetten worden de §§ 3, 4 en 5 onderscheidenlijk door de volgende bepalingen vervangen : "... (artikel 11 van het ontwerp) ...".

Artikel 25.-

Artikel 35 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 35. ... (artikel 12 van het ontwerp) ...".

Artikel 26.-

Artikel 36 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 36. ... (artikel 12 van het ontwerp) ...".

Artikel 27.-

Artikel 37 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 37. ... (artikel 12 van het ontwerp) ...".

Artikel 28.-

Artikel 41 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 41. ... (hiervoren voorgestelde tekst ...)".

Artikel 29.-

Artikel 46 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 46. ... (artikel 13 van het ontwerp) ...".

Artikel 30.-

In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 47bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 47bis. ... (artikel 14 van het ontwerp) ...".

Artikel 31.-

Artikel 49 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 49. ... (hiervoren voorgestelde tekst) ...".

Artikel 32.-

Opgeheven worden :

1° de artikelen 38, 39, 44, 50, 51 en 52 van dezelfde gecoördineerde wetten ;

2° ... (artikel 15, 2°, van het ontwerp) ...".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G.HOLOYE, conseillers d'Etat,
Ch.SMOLDERS, staatsraden,

P.DE VISSCHER, assesseurs de la section
de législation,
J.ROLAND, bijzitters van de afdeling
wetgeving,

G.DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.Ch.SMOLDERS.

Le rapport a été présenté par M.H.ROUSSEAU, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.Ch.SMOLDERS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.H.ROUSSEAU, substituit.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE.

(s.) J.SUETENS.